

La FSU réaffirme sa totale opposition au projet de loi sur l'énergie que le Gouvernement soumet au Parlement. Ce projet concerne d'une part l'ouverture des marchés du Gaz et de l'électricité aux particuliers en juillet 2007 et d'autre part le projet de fusion Gaz de France – Groupe Suez.

L'enjeu d'un tel projet est considérable car il met de fait en cause le droit pour toutes et tous d'accéder à l'énergie dans les mêmes conditions en particulier tarifaires, quelque soit le lieu de résidence. Il affaiblit considérablement la possibilité de faire prévaloir les choix collectifs, de lutte contre le réchauffement climatique et d'économie d'énergie, de définition des besoins, d'organisation du Service Public de l'électricité et du gaz, de transparence dans la fixation des tarifs et les prix.

Au moment où les questions d'énergie sont vitales pour les hommes et la planète cette décision irait à l'encontre d'une maîtrise démocratique de la politique énergétique contrôlée par les élus, les salariés et les usagers.

Le Gouvernement qui est en totale contradiction avec ses engagements votés en 2004 sur GDF manifeste une nouvelle fois, au nom du dogme libéral, sa détermination à poursuivre la privatisation d'un maximum d'entreprises publiques fondamentales dans la vie économique et sociale de notre pays.

La FSU, apporte son soutien à la journée nationale de grève et de manifestation à l'appel des fédérations CGT, FO, CFE-CGC et CFTC des Industries Electriques et Gazières le 12 septembre. Mais c'est l'ensemble des usagers qui est concerné : c'est pourquoi la FSU s'associera, en particulier au sein de la CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS DE DÉFENSE ET DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS, à toutes les initiatives unitaires associant personnels, usagers et élus contre cette nouvelle privatisation.